

PEROU

Au Pérou, la lutte pour l'occupation de terres continue et, au cours de ce dernier mois, de violents incidents se produisirent entre policiers, soldats et les paysans occupant les grandes propriétés.

Vers le 15 janvier, entre 12.000 et 30.000 paysans se sont installés sur 15.000 hectares plantés en coton dans la vallée du Pirma, dans le nord du Pérou. Cette occupation de terres est la plus importante des dernières années.

Dérèglement, à Sicuani (sud-est du Pérou), au cours de bagarres entre paysans et policiers, 17 paysans ont été tués. Les incidents se sont produits lorsque les forces de police ont voulu chasser huit mille paysans indiens de plusieurs propriétés qu'ils avaient occupées. D'après les journaux de Lima, la plupart des victimes seraient des femmes.

L'état d'urgence a été déclaré dans la province de Cuzco et des renforts armés y sont acheminés.

Ces luttes sont le fruit direct de l'action de Hugo Blanco et de ses camarades : avec la grandiose manifestation qui a eu lieu à Cuzco il y a quelques semaines, elles prouvent combien les critiques dénonçant Hugo Blanco comme aventurier isolé sont fausses et dévoilent la position opportuniste de leurs auteurs.

Pour Hugo Blanco toujours en prison, envoyez votre aide à notre journal en précisant « pour Hugo Blanco ».

Eclairons le problème par une comparaison avec les pays capitalistes avancés. En période de crise économique, quelle est la force révolutionnaire d'avant-garde, le prolétariat des usines, ceux qui ont du travail, ou les chômeurs ? L'ouvrier qui a du travail et mange à sa faim, n'est-il pas un « privilégié », et le parti révolutionnaire qui s'appuie d'abord sur le prolétariat des usines (ce qui ne veut pas dire qu'il fait abandonner les chômeurs aux agitateurs fascistes !) défend-il des privilèges ?

Nos critiques ont, en fin de compte, en accusant la direction Ben Bella de « favoriser » les ouvriers permanents, reconnu qu'elle s'appuie sur le prolétariat.

Certes, l'Algérie doit résoudre un problème très grave, découlant de la contradiction entre un secteur avancé de l'économie et de vastes régions pauvres, où vit la majeure partie de la population. L'aspect politique de ce problème est l'alliance nécessaire entre le prolétariat du secteur autogéré et les masses les plus pauvres, la révolution algérienne devant, très rapidement apporter quelque chose à ces dernières, sans qu'il soit possible de liquider d'un coup l'arriération économique du pays.

Nos doctes critiques ont des solutions bien faciles à proposer. Ne suffit-il pas d'une « conception audacieuse », s'inspirant des communes populaires chinoises ou des fermes du peuple cubaines ? Comme c'est simple ! Le malheur c'est que ni la Chine ni Cuba n'ont eu à résoudre les problèmes spécifiques de l'Algérie, sans compter que ce n'est pas un après la Révolution chinoise que les communes populaires ont vu le jour.

Ce que Bonnaud n'est pas capable de comprendre c'est que, s'il peut être question en Algérie d'une « exploitation », c'est précisément de celle du secteur autogéré par les secteurs retardataires de l'économie algérienne. Une telle « exploitation » (au sens où l'entendait l'économiste de l'Opposition de gauche, Préobrajenski) est même nécessaire dans la mesure où le secteur autogéré de l'agriculture constitue la source essentielle d'une accumulation socialiste primitive, devant permettre d'aider les secteurs retardataires et d'industrialiser le pays. Les « nationalisations » auraient-elles profité à tout le peuple parce qu'on aurait donné des parcelles des grands domaines aux ouvriers saisonniers ou parce qu'on aurait inclus sur ces domaines plus de force de travail que n'en exige la mise en œuvre des moyens de production ? Seuls les gens qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez ne comprennent pas qu'en agissant ainsi on condamne définitivement les masses au sous-développement et à la misère, on préparait la voie à l'instauration de rapports capitalistes à la campagne, et à la contre-révolution.

PAS D'OPPOSITION DE GAUCHE POUR LE THEORICIN

Le théoricien Bonnaud, rénovateur du marxisme, qui devait donner une base sérieuse à la critique du régime algérien n'a rien de plus à nous apporter que ces pauvretés. Elles ne plongeront dans l'admiration que les détracteurs acharnés et de parti-pris du socialisme algérien. Mais le propos de Bonnaud étant de donner des conseils à ce qu'il appelle « l'opposition de gauche algérienne » il est assez risible de constater les mécomptes de tous ceux qui, comme lui, cherchent désespérément à quel morceau de cette opposition ils vont bien pouvoir se raccrocher. Le sol se dérobe sans cesse sous leurs pieds. Bonnaud a constaté, avec satisfaction dans son bulletin, que le F.P.S. se démarquait de Krim Bel Kacem. Malchance, depuis, Aït Ahmed a tenu des discours fort peu différents de ceux de Krim, et s'est présenté comme un rempart contre le communisme, dont il a accusé Ben Bella de faire le jeu. Le « F.F.S. si... » de Bonnaud pouvait être une « direction révolutionnaire authentique ». Il lui manquait, pour cela, de suivre les conseils de Bonnaud et de Catherine Rivier (la « Voie communiste »). Il s'avère qu'il est la contre-révolution et qu'un Aït Ahmed, pressé de faire des appels du pied au colonialisme, n'est même pas capable de garder un masque « de gauche ». Peut-être ces leçons des faits inciteront-elles Bonnaud d'une part à plus de modestie et à plus de prudence avec la théorie marxiste, d'autre part à plus de loyauté envers les militants algériens en proie aux pires difficultés que pose l'instauration d'un Etat ouvrier dans un pays sous-développé. Il pourrait alors peut-être contribuer au redressement de la minorité française qui avait su se mettre à l'avant-garde de la lutte contre la guerre d'Algérie, mais qui montre aujourd'hui moins de jugement et de lucidité qu'elle n'avait montré de courage.

Vers le Congrès du F. L. N.

Dans environ deux mois va se tenir le Congrès du F.L.N. La presse algérienne publie des articles, des interviews, des lettres de lecteurs sur le futur Congrès. Le « Peuple » du 13 décembre encadrait le « Programme de travail de la Commission préparatoire du Congrès du F.L.N. ». Le président Ben Bella avait promulgué au mois de septembre une Constitution dont l'article 23 était ainsi rédigé : « Le F.L.N. est le parti unique d'avant-garde en Algérie ». L'article 24 précisait : « Le Front de Libération Nationale définit la politique de la nation et inspire l'action de l'Etat. Il contrôle l'action de l'Assemblée nationale et du gouvernement ». Point n'est besoin d'ailleurs de scruter les textes algériens, les 3 lettres F.L.N. ont franchi les frontières de l'Algérie depuis de longues années et sont devenues chères à tout exploité de par le monde.

Or il faut bien constater une évidence : ce F.L.N. que définit la Constitution algérienne, sur lequel discutent les militants, ce F.L.N. n'existe pas.

Ce qui existe actuellement sous ce vocable est un organisme restreint composé de militants dont les liaisons avec les masses sont variables suivant les lieux mais généralement distendues. Par exemple, sur les 300 ouvriers de la coopérative LAIMECHE ALI de TIZI-RACHED, en Kabylie, il y a 4 membres du Parti et il s'agit de la coopérative-pilote, exigeant de ceux qui veulent y travailler qu'ils aient un passé de militant.

Dire que le F.L.N., parti révolutionnaire d'avant-garde, n'existe pas, est d'ailleurs admis par la plupart des militants algériens. On parle de « créer le Parti de demain », du « nouveau F.L.N. », en somme de bouleverser ce qui existe tout en conservant le titre respecté.

Les raisons qui ont abouti à la liquéfaction du Front sont multiples. Elles sont analysées avec beaucoup de profondeur et de lucidité dans le programme de Tripoli. Les dirigeants n'ont pas su dépasser le stade immédiat de la lutte armée ou diplomatique, alors que le paysan, au cours du combat, progressait rapidement sur le plan politique et présentait des exigences de plus en plus révolutionnaires, la direction restait prisonnière de conceptions militarobureaucratiques et n'arrivait pas idéologiquement les militants. C'est ainsi que s'opéra la fusion funeste pour toute révolution entre l'organisation politique et l'appareil d'Etat : elle prit la forme d'une dispartition du F.L.N. dans le G.P.R.A. et ses divers organismes à l'extérieur, et dans l'A.L.N. à l'intérieur.

Lorsqu'au moment de l'indépendance, tâches diplomatiques et tâches militaires se virent détrônées par l'énorme nécessité de construire un nouvel Etat et une nouvelle société, il fallait des militants politiques unis par une idéologie commune et encadrés par une organisation dynamique. Le programme de Tripoli remarque amèrement : « La seule raison d'être d'un parti est son idéologie. Il cesse d'exister dès qu'elle vient à lui manquer. »

La rançon en fut la crise de l'été 1962 et le désarroi de nombreux militants.

La poussée des masses paysannes fut telle que vaille la plus liée à elles, triompha. Ben Bella prit la direction du pays et amorça une politique socialiste en renforçant et « légalisant » les Comités de gestion qui étaient nés spontanément après le départ des Européens.

Mais les difficultés restèrent énormes qu'il s'agisse du bon fonctionnement de l'Autogestion, du problème du chômage, du développement de l'industrie ou du sabotage par les éléments bourgeois ou Pieds-Noirs. La crise kabyle en fut un indice bien qu'elle demeura assez isolée, les manifestations d'Oran furent un autre indice, assez préoccupant, montrant que les éléments s'opposant au cours actuel pouvaient trouver un certain climat pour se faire entendre.

Dans une telle situation, un pouvoir révolutionnaire ne peut s'affermir qu'en avançant, qu'en paralysant ceux dont l'opposition a de profondes racines sociales. C'est ainsi que la réponse à la « rébellion kabyle » fut la nationalisation d'un fort contingent de terres. De telles mesures ne doivent cependant pas être décrétées empiriquement, sous la pression directe des événements du moment. Il faut un PLAN à court et à long terme afin que l'on sache quels sont les secteurs prioritaires et que les masses puissent participer de façon consciente à l'édification de la nouvelle société.

Pour réaliser un plan collant avec la réalité algérienne, pour pouvoir entraîner les paysans et les ouvriers à le réaliser il faut un Parti lié à eux. C'est ainsi que prend une grande importance le prochain Congrès du F.L.N. et surtout sa préparation.

On sait peu de choses à l'heure actuelle sur les textes qui seront soumis aux délégués mais à lire le programme de travail de la Commission préparatoire, il y a tout lieu de penser qu'il s'agira de textes à optique résolument socialiste. On y aborde l'orientation de la révolution algérienne :

« POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE

- 1) Caractéristiques générales de l'Algérie.
- 2) La société algérienne : les couches sociales de notre peuple et leur rôle respectif dans la vie de la nation.
- 3) La voie algérienne du socialisme et les formes diverses du développement socialiste dans le monde... »

VIVE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE ZANZIBAR

Le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale a envoyé le message suivant au Président Abeid Karume, au Vice-Président Abdullah Kassim Hanga et au Ministre des Affaires Etrangères et de la Défense Mohamed Babu, de la République Populaire de Zanzibar :

« La IV^e Internationale salue avec joie la victoire de la révolution sociale à Zanzibar qui a renversé le régime néo-colonialiste du sultan Seyyid Jamshid bin Abdulla appuyé par la bourgeoisie compradore descendante des marchands d'esclaves.

« Elle salue l'établissement de la République Populaire de Zanzibar, avant-poste de la révolution sociale en Afrique orientale, qui exercera une influence profonde sur toute l'Afrique noire, propulsant partout les forces favorables au passage de la lutte pour l'indépendance nationale à la lutte pour la révolution socialiste.

« La IV^e Internationale s'engage à appeler les travailleurs du monde entier à défendre la République Populaire de Zanzibar contre toute tentative d'intervention militaire, d'étouffement économique ou de pression diplomatique, notamment de la part des impérialismes britannique et américain et de l'O.N.U. »

Le 25 janvier 1964.

Après un chapitre sur « les instruments de la réalisation du socialisme » (Parti unique, organisations de masse, Etat) sont abordés les problèmes économiques et sociaux et en particulier les « problèmes de la période de transition et les tâches économiques de l'édification socialiste ». Dans une dernière partie sont traités les problèmes organiques du Parti et de l'Etat.

Quelle que soit la formulation, le programme défend une ligne socialiste. Mais on sait qu'en Algérie pour avoir quelque audience il faut être socialiste. C'est la raison pour laquelle tout dépend en définitive de la façon dont il sera appliqué, c'est-à-dire que la structure, la composition du F.L.N. revêt une très grande importance. Les meilleures résolutions peuvent être sabotées par des applications défectueuses ou provocatrices. Or la seule garantie que la ligne définie par le Congrès soit effectivement appliquée réside dans l'organisation d'un Parti démocratique, lié aux masses, puisant en elles sa force et son dynamisme. Le gros danger qui guette la Révolution algérienne est moins représenté par la grande bourgeoisie dont la faiblesse est bien connue que par la bureaucratie que secrète obligatoirement toute révolution triomphante. A plus forte raison quand il s'agit d'un pays de bas niveau économique où existe une couche non négligeable de petits commerçants, employés, intellectuels, aspirant à jouer un rôle plus important que sous l'occupation française. Même ceux qui ne sont pas socialement des petits bourgeois d'origine peuvent le devenir dans la mesure où, grisés par les postes de direction que la révolution leur a confiés, ils prennent goût au pouvoir, aux commodités que cela apporte et se coupent du peuple. Ils sont devenus des bureaucrates. Or ces bureaucrates existent en grand nombre en Algérie et la lutte au Congrès se mènera contre eux. A condition qu'ils ne puissent « manipuler » le Congrès par les méthodes bien connues dans nos pays d'Europe et que la voix des militants authentiques puisse résonner. C'est dire qu'il faut attacher une grande importance à la façon dont les délégués seront désignés. Dans la presse algérienne, de nombreuses lettres de lecteurs demandent que les délégués soient élus par leurs compagnons de travail ou par les habitants du village et que les 2 critères retenus soient la participation effective à la guerre de libération et l'attitude envers l'autogestion et la ligne socialiste actuelle. Cette façon de procéder nous paraît éminemment souhaitable et pourra même être étendue pour désigner ceux qui seront membres du F.L.N. ces derniers devant être leurs responsables.

Nous n'avons pas insisté sur un certain nombre d'idées qui paraissent encore insuffisamment élaborées dans les textes algériens traitant du Parti : que sera la vie démocratique du Parti unique ? Comment pourront se faire entendre ceux qui ont d'autres idées sur des problèmes de tactique ou de stratégie ? Comment concilier la construction d'une société socialiste avec la volonté de réaliser de nouveau l'unité de « tout le peuple », « comme pendant la guerre » ? Comment assurer la liaison intime entre ce Parti, les paysans pauvres et les ouvriers ?

Toutes ces questions se posent et seront certainement discutées au Congrès. Les derniers numéros de « Révolution Africaine » montrent que les militants algériens ont déjà commencé à les étudier et que la lutte contre la dégénérescence bureaucratique du Parti et de l'Etat reste un de leurs soucis majeurs.

Nous ne pensons pas que le Congrès aura un effet magique et que du vide actuel il sortira un Parti idéologiquement solide et lié aux masses ; le Parti se construira quotidiennement au cours de l'édification socialiste en absorbant peu à peu les meilleurs militants actuellement dispersés. Mais de la même façon que lorsqu'un accouchement s'est bien passé on peut augurer favorablement du développement du nouveau-né, un Congrès démocratique et représentatif assurera un bon départ au Parti révolutionnaire d'avant-garde de l'Algérie nouvelle.

L. COUTURIER.